

ACCORD CADRE N°25-54- DSSE- AMOE- SINAPS-EXPERTISE ET DEVELOPPEMENT

Relatif à :
L'assistance à maîtrise d'œuvre de la solution SINAPS – Expertise et
Développement

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



TABLE DES MATIERES

Préambule	5
Article 1	Pouvoir adjudicateur et définitions..... 6
1.1.	Pouvoir adjudicateur..... 6
1.2.	Définitions..... 6
Article 2.	Objet de l'accord-cadre 6
Article 3.	Forme de l'accord-cadre..... 6
3.1.	Allotissement 6
3.2.	Montage contractuel 7
3.3.	Limite d'exclusivité..... 7
Article 4.	Durées et délais d'exécution de l'Accord-cadre 7
4.1.	Durée de l'accord-cadre..... 7
4.2.	Durée d'exécution des bons de commande 7
4.3.	Délais..... 7
Article 5.	Lieux d'exécution 8
Article 6.	Montant de l'accord-cadre 8
En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre de 900 000 € HT.	
	8
Article 7.	Pièces constitutives..... 8
7.1.	Pièces constitutives de l'accord-cadre..... 8
Article 8.	Modalités d'exécution des prestations 9
8.1.	Représentation des parties..... 9
8.1.1.	Représentation du pouvoir adjudicateur..... 9
8.1.2.	Représentation du titulaire..... 9
8.2.	Engagements..... 9
8.2.1.	Obligation de résultat 9
8.3.	Garantie des qualifications minimales et la stabilité pour les intervenants du Titulaire 10
8.4.	Emission des bons de commande..... 10
Article 9.	Constatation de l'exécution des prestations 11
9.1.	Réception des prestations 11
9.1.1.	Cas général..... 11
9.1.2.	Livraisons intermédiaires 11
9.1.3.	Vérification simple 12



Article 10.	Réexamen.....	13
10.1.	Modifications en cours d'exécution.....	13
10.2.	Modifications relatives aux titulaires.....	13
10.2.1.	Changement de dénomination sociale du titulaire.....	13
10.2.2.	Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre.....	13
10.2.3.	Modification du groupement en cours d'exécution du présent accord-cadre	13
Article 11.	Pénalités.....	13
11.1.	Dispositions générales	13
11.2.	Pénalités de retard	14
11.2.1.	Pénalités de retard pour la remise des livrables	14
11.2.2.	Pénalités pour retard dans la remise d'un devis	15
	L'Acheteur peut appliquer une pénalité :	15
11.3.	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	15
Article 12.	Garantie	15
12.1.	Garantie générale	15
12.2.	Garantie de revendication	15
Article 13.	Régime financier	16
13.1.	Forme et contenu des prix.....	16
13.1.1.	Forme des prix	16
13.1.2.	Contenu des prix	16
13.2.	Assujettissement à la TVA.....	16
13.3.	Variation des prix	16
13.3.1.	Révision annuelle des prix de l'accord-cadre	16
13.4.	Avances	17
13.5.	Acomptes et paiements échelonnés.....	18
13.5.1.	Acomptes	18
13.6.	Modalités de facturation et de règlement.....	18
13.6.1.	Prestations faisant l'objet de bons de commande émis par l'Amue.....	18
Article 14.	Confidentialité et Protection des données à caractère personnel	20
14.1.	Confidentialité.....	20
Article 15.	Régime des droits et propriété intellectuelle	22
15.1.	Dispositions générales	22
15.2.	Propriété des données	23
Article 16.	Sous-traitance.....	23
Article 17.	Dispositions diverses.....	24
17.1.	Forme des notifications et informations	24



17.2.	Langue.....	24
17.3.	Assurance.....	24
17.4.	Autres obligations administratives	25
17.5.	Résiliation de l'accord-cadre.....	25
17.6.	Litiges et contentieux.....	25
Article 18.	Dérogations au CCAG-TIC	25



Préambule

L'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui a pour objet d'organiser, entre les établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche qui en sont membres (parmi lesquels notamment les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - E.P.S.C.P), dans le respect de leur autonomie et dans le cadre des missions qui les caractérisent, toute forme de coopération ayant vocation à améliorer la qualité de leur gestion, notamment dans le domaine informatique.

À cet effet, l'Agence a pour mission :

- De mettre à disposition des outils communs de gestion et de pilotage 14 solutions logicielles sont actuellement proposées aux adhérents au travers de différents domaines :

- o Domaine Formation et Vie de l'étudiant : Apogée, FCA Manager, Pégase

- o Domaine Ressources Humaines : Siham, Siham PMS, Evrp

- o Domaine Finance : Sifac, Sifac+

- o Domaine Pilotage : Sinaps, Sirocco

- o Domaine Recherche : Sinchro, Sipres

- o Domaine Transverse : Sigma

- D'accompagner les processus de changement, notamment ceux inscrits dans les projets d'établissement ou décidés par l'État :

- De fournir une aide aux métiers de la collectivité universitaire et à leur évolution

- De partager l'information et d'initier des actions de veille et d'études prospectives sur toute question intéressant la gestion et le pilotage des établissements

- De servir de support aux établissements souhaitant mener dans leur domaine de compétences des actions communes

L'Amue est implantée sur deux sites :

- Un site à Paris

- Un site à Montpellier

L'Agence s'est engagée dans un projet d'urbanisation qui vise à bâtir pour le système d'information de ses adhérents une offre cohérente et modulaire s'articulant avec le Système d'information du ministère chargé de l'enseignement supérieur et les systèmes d'information locaux. Le processus de renouvellement et d'évolution des produits est en cours.

Le présent accord-cadre a pour objet :

L'Assistance à maîtrise d'œuvre de la solution SINAPS – Expertise et Développement



Article 1 Pouvoir adjudicateur et définitions

1.1. Pouvoir adjudicateur

L'Amue, Groupement d'intérêt public

Située au 25 rue de Tolbiac – 75013 PARIS

Représentée par Simon LARGER, son Directeur,

1.2. Définitions

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « Accord-cadre ou lot mono-attributaire » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique, ayant pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande à passer au cours d'une période donnée ;
- « Pouvoir adjudicateur » : est ci-après désigné par « l'Amue », « l'administration », « l'Acheteur » ou individuellement et de manière générique par le « service bénéficiaire ».
- « Le titulaire » : l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre.
- « Bons de commandes » : documents écrits adressés au Titulaire du marché qui précisent parmi les prestations décrites dans l'accord –cadre, celles dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.
- « Jour ouvré » : Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.
- « Heure ouvrée » : S'entend par heures "ouvrées" les heures comprises dans les horaires de d'ouverture de l'Amue soit du lundi au vendredi inclus, de 8h à 12h30 et de 13h30 à 18h.

Article 2. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre, conclu conformément aux dispositions des articles L1110-1 et L2125-1 1° du code de la commande publique, a pour objet l'assistance à maîtrise d'œuvre de la solution SINAPS (Expertise et Développement)

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Le détail des prestations est précisé dans le CCTP de l'accord-cadre.

Article 3. Forme de l'accord-cadre

3.1. Allotissement

L'accord-cadre est alloti comme suit :

- Lot 1 : Etude, Expertise, Cadrage à la construction de versions et Support à la mise en œuvre et à l'exploitation de ces versions



- Lot 2 : Réalisation de développements logiciels

3.2. Montage contractuel

Chaque lot est mono-attributaire.

Conformément à l'article R2162-2 du code de commande publique, le présent accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

3.3. Limite d'exclusivité

L'acheteur se réserve le droit de résilier par écrit sa commande en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution. Dans ces deux cas, le titulaire perd son droit d'exclusivité sur ce besoin.

De même, en cas de rejet ou de refaction, le titulaire perd son droit d'exclusivité sur le besoin faisant l'objet de la décision.

Article 4. Durées et délais d'exécution de l'Accord-cadre

4.1. Durée de l'accord-cadre

Pour chaque lot :

- Le marché est conclu pour une durée ferme de 2 ans, il est reconductible 2 fois pour une durée d'un an, soit une durée maximale de 4 ans.
- Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande.
- Le pouvoir adjudicateur peut conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations.

4.2. Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'Amue au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution ne peut pas excéder de plus de 6 mois celle de l'accord-cadre.

4.3. Délais

Les délais sont fixés dans les bons de commandes.

Les délais d'exécution ainsi fixés sont contractuels et leur non-respect pourra conduire l'Amue à appliquer des pénalités de retard telles que prévues à l'article 11 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Une prolongation du délai peut être accordée par l'Amue au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des postes et unités d'œuvre dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de l'Amue ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.



Les formalités à accomplir par le Titulaire pour obtenir une prolongation du délai d'exécution sont décrites à l'article 13.3 et suivant du CCAG-TIC 2021.

Pour les postes dont la durée d'exécution est d'un an, l'acheteur se réserve néanmoins la possibilité de procéder à une commande prorata temporis dans le but de faciliter une gestion sur l'année civile.

Article 5. Lieux d'exécution

L'exécution des prestations pourra avoir lieu soit :

- Dans les locaux du Titulaire ;
- Dans les locaux de l'Amue, principalement à Montpellier, sachant que l'équipe est basée à Montpellier ;
- Dans les locaux des établissements, à titre exceptionnel.

Selon les besoins et la nature des prestations, des contraintes de localisation d'exécution des prestations sont précisées dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre.

A titre d'information,

L'équipe projet Amue est principalement localisée sur le site de l'Amue à Montpellier, ce qui conduit à tenir la majorité des réunions relatives au projet à Montpellier.

Un dispositif de visioconférence reliant Paris et Montpellier et éventuellement d'autres sites peut être utilisé pour le projet.

Conformément à l'article L2112-4 du code de la commande publique, les moyens utilisés pour exécuter les prestations nécessitant un accès aux données de production des établissements et de l'Amue, doivent être localisés sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne.

Article 6. Montant de l'accord-cadre

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre de 900 000 € HT pour chacun des lots, estimés l'un et l'autre à 790 000 € HT.

Article 7. Pièces constitutives

7.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes dûment complétés, datés et signés par la personne habilitée à engager le titulaire
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;



5. L'offre technique et financière du titulaire ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
7. Les bons de commandes précisant, le cas échéant, les modalités et délais spécifiques aux prestations ;

Les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

Article 8. Modalités d'exécution des prestations

8.1. Représentation des parties

8.1.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur désigné par le pouvoir adjudicateur est chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

8.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

8.2. Engagements

8.2.1. Obligation de résultat

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le Titulaire souscrit une obligation de résultat.

Cette obligation du Titulaire s'exerce en tenant compte de la répartition suivante des responsabilités entre l'Amue et le Titulaire :

- Le pouvoir adjudicateur est entièrement responsable des choix fonctionnels qu'il formule dans les pièces du présent marché ou lors des travaux d'études / spécifications au cours de l'exécution du marché, ainsi que des priorités qu'elle arrête au cours de l'exécution du marché.
- De par son expertise, le Titulaire exerce ici son devoir de conseil, en apportant à l'Amue une analyse critique de ses choix lui assurant de bénéficier des meilleures pratiques de l'état de l'art.
- Le Titulaire est entièrement responsable des choix techniques et solutions qu'il propose dans son offre jointe au présent marché ou en exécution des bons de commandes, sans aucune réserve ou préconisation contraire dûment justifiées, à la demande de l'AMUE ou de l'Etablissement au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire, en sa qualité de professionnel de l'informatique et de maître d'œuvre de ses prestations, exploitant ses connaissances et son expérience, compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique en informatique de gestion, s'oblige :



- A garantir à l'Amue des résultats conformes aux prestations attendues, périmètres associés et exigences requises, qui sont matérialisés par le marché ou par ses précisions décidées par le pouvoir adjudicateur,
- A faire le nécessaire pour que l'Amue bénéficie, en temps utile, des conseils et informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler à l'Amue tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre le fonctionnement de la solution, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché,
- A respecter les dispositions de qualité conformes à l'état de l'art et aux exigences particulières fixées par le présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les prix et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le Titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte.

Pour l'ensemble des obligations de résultat, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

8.3. Garantie des qualifications minimales et la stabilité pour les intervenants du Titulaire

Le pouvoir adjudicateur demande que soient mises en place des équipes rassemblant les meilleurs atouts pour atteindre les obligations fixées au Titulaire et donc expérimentées sur des projets de réalisation ayant des environnements organisationnel, fonctionnel et technologique les plus proches possibles de ceux couverts par l'accord cadre.

Dans ce cadre, des profils types présentant des compétences minimales sont précisées par le Titulaire dans leurs offres.

Par ailleurs, pour la réussite du projet, le pouvoir adjudicateur estime que la stabilité sur le long terme des intervenants est primordiale.

Pour cela, le Titulaire doit **assurer la meilleure stabilité possible des ressources et des compétences**. En cas de « turnover » des intervenants, de **réels dispositifs de recouvrement** sont mis en œuvre par les Titulaires.

Ces dispositifs permettent notamment que l'arrivée de nouveaux intervenants ne soit pas source de remise en question des plans d'actions établis, des niveaux d'exigence ou **ne donne pas lieu à des surcharges de travail pour les équipes Amue**.

8.4. Emission des bons de commande

Les dispositions ci-après s'appliquent aux bons de commande émis sur le fondement de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être notifiés par tout moyen garantissant leur bonne réception par le destinataire.

Chaque bon comporte notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre ;



- La désignation et les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation et les coordonnées du destinataire ;
- La désignation (UO) des prestations ;
- Les éventuelles livraisons intermédiaires attendues
- Les quantités commandées ;
- Les délais d'exécution attendus ;
- Le cas échéant, des précisions sur les modalités de réception et d'admission ;
- Le prix déterminé dans les conditions fixées par l'accord-cadre.

Article 9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Réception des prestations

9.1.1. Cas général

Les postes de prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumis à des vérifications destinées à contrôler que le Titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles, et notamment aux spécifications et aux modalités d'achèvement de ces prestations prévues par l'accord-cadre.

En cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet, l'Acheteur informe le Titulaire par tout moyen.

A l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction, ou le rejet des prestations dans les conditions suivantes (dérogation aux dispositions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC).

Nota :

1. Les termes livraison ou exécution sont équivalents au regard des opérations de vérification, le terme utilisé dépendant de la nature de la prestation attendue ;
2. En cas de décision d'ajournement, réfaction, rejet, les pénalités prévues au présent CCAP peuvent également être appliquées ;
3. Dans le cas d'un bon de commande comportant plusieurs postes, la livraison de chacun peut faire l'objet de vérifications et de décisions de réception distinctes.
4. La mise à disposition des livrables peut être notifiée par tout moyen garantissant la bonne réception par le destinataire

9.1.2. Livraisons intermédiaires

Lorsque certaines commandes, quelles que soient leurs durées, requièrent également, pour sécuriser la trajectoire du projet et la qualité des travaux, la fourniture à l'Acheteur de livraisons intermédiaires,



correspondant soit à des livrables des phases/chantiers d'un poste, soit à des versions intermédiaires des livrables finaux du poste : ces livraisons intermédiaires donnent lieu à vérification selon les mêmes modalités de réception décrites ci-après.

Les livraisons intermédiaires sont définies dans les bons de commande.

En cas de retard constatés dans la livraison des livrables intermédiaires, les pénalités prévues au CCAP peuvent s'appliquer.

9.1.3. Vérification simple

La vérification simple est la modalité par défaut de vérification des prestations du présent marché.

Après livraison ou exécution de la prestation, le pouvoir adjudicateur procède à la vérification des postes précités dans un délai maximum de 4 semaines.

Chaque vérification porte sur la bonne fin des tâches exécutées dans le cadre du poste concerné et selon les critères suivants :

Indicateurs	Conditions liées aux indicateurs
Exhaustivité des résultats	Disponibilité de la totalité des résultats attendus selon liste des résultats de la prestation, établie contractuellement (CCTP, Offre...).
Quantité de non-conformités tolérées	Chaque élément objet de la livraison ne doit contenir aucune non-conformité de fond ou de forme

- Si le résultat de la vérification est positif, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations avec ou sans réfaction.
La livraison donne lieu à un procès-verbal d'admission, notifié par l'Acheteur dès que la vérification a été opérée et au plus tard dans un délai de 7 jours ouvrés à l'expiration du délai maximum de vérification de 4 semaines. A défaut, l'admission est réputée acquise.
- Si le résultat ne remplit pas au moins une des conditions de réception, l'Acheteur est seul juge de l'issue à retenir (Rejet, Ajournement, Réfaction). La décision est notifiée dans les mêmes délais que ceux applicables au procès-verbal d'admission.
- Si, à l'issue de trois présentations en vérification par le Titulaire, les résultats livrés n'ont pas pu obtenir un avis favorable pour la vérification définitive, l'Acheteur peut décider la résiliation de l'accord cadre.
- En cas de retard dans la mise à disposition des résultats permettant de procéder à la vérification simple, des pénalités pour retard sont appliquées, selon les dispositions de l'article 11.2 du présent CCAP.



Article 10. Réexamen

10.1. Modifications en cours d'exécution

Pendant l'exécution de l'accord cadre, l'Amue peut prescrire au Titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le Titulaire.

La décision de l'Amue est notifiée par écrit au Titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 10 jours ouvrés, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification, entraînant un changement du prix de l'accord-cadre ne peut être réalisé que par avenant.

10.2. Modifications relatives aux titulaires

10.2.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service juridique de l'Amue à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

10.2.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer l'Amue de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

10.2.3. Modification du groupement en cours d'exécution du présent accord-cadre

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Article 11. Pénalités

11.1. Dispositions générales

Quelle que soit la nature des postes et unités d'œuvre, lorsqu'un retard ou une mauvaise qualité de service non imputable à l'Acheteur est constaté dans l'exécution de l'un d'eux, au regard de délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé soit en raison des dispositions de l'accord-cadre, soit en raison de délais fixés dans un bon de commande dont l'exécution a été acceptée par lui, soit en raison de son offre, il peut être fait application des pénalités prévues ci-après.



Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Le montant des pénalités calculé par l'Acheteur est plafonné à 15% du montant du bon de commande concerné.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

Les pénalités éventuellement dues sont réglées au moyen de retenues sur les factures présentées par le Titulaire, ou si nécessaire par l'émission d'une facture ou d'un titre de perception.

Les pénalités peuvent également être précomptées sur les acomptes versés au Titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Les observations éventuelles que le Titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé, à l'Amue.

Passé un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le Titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

Les périodes de fermeture de l'Amue ou des Etablissements ne sont pas comptabilisées dans ce délai. Les pénalités sont cumulables entre elles, dans la limite du plafond ci-après mentionné.

11.2. Pénalités de retard

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours ouvrés. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, sont pris en compte les délais d'exécution contractuels fixés selon les modalités décrites au présent CCAP.

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des postes et unités d'œuvre est expiré, sous réserve d'une prolongation de délais accordée par l'Acheteur conformément au présent CCAP.

En cas de retard, une pénalité de retard est calculée selon les modalités suivantes :

11.2.1. Pénalités de retard pour la remise des livrables

En cas de retard dans la remise des livrables, les pénalités de retard sont calculées selon les modalités suivantes :

Par application de la formule suivante :



$$Pr = (Vr \times Rr) / 500$$

Pour laquelle :

- Pr = montant des pénalités hors taxes,
- Vr = valeur pénalisée, correspondant au montant hors taxes du poste concerné par le retard,
- Rr = nombre de jours ouvrés de retard.

11.2.2. Pénalités pour retard dans la remise d'un devis

L'Acheteur peut appliquer une pénalité :

- de 100 € HT par jour ouvré de retard dans la remise d'un devis conforme à l'accord-cadre pour les demandes de prestations concernées

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le livrable concerné aurait dû être présenté en cas de non remise ou de remise non conforme aux prescriptions du CCTP.

11.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité prévues dans les pièces contractuelles du présent accord-cadre, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Article 12. Garantie

12.1. Garantie générale

Les dispositions du CCAG-TIC sont applicables.

12.2. Garantie de revendication

Le Titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition les droits dont il est question au présent marché.

Le Titulaire ne pourra transiger sans l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire garantit l'Amue et les Etablissements du parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du présent accord-cadre du chef du Titulaire, et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou



associés, les sous-traitants éventuels, les sous-traitants éventuels des sous-traitants, les salariés de ces sous-traitants, les dirigeants et toute autre personne sans exception.

Article 13. Régime financier

13.1. Forme et contenu des prix

13.1.1. Forme des prix

a. Forme des prix au niveau de l'accord-cadre

Au niveau de l'accord-cadre, les prix des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix unitaires peuvent être constitués d'unités d'œuvre forfaitisées.

La forme des prix de chaque prestation est précisée dans le bordereau des prix.

13.1.2. Contenu des prix

Tout montant figurant dans l'annexe financière est un montant hors taxe et en euros.

Les prix sont réputés inclure :

- Tous les frais nécessaires à l'exécution des postes et unités d'œuvre, y compris les frais de déplacement et d'hébergement pour les prestations s'exécutant en Ile de France et à Montpellier.
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations,

Les prix figurent dans le BPU du présent accord-cadre.

13.2. Assujettissement à la TVA

Le prix des prestations objet du présent accord-cadre sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur à la notification de l'accord-cadre.

13.3. Variation des prix

13.3.1. Révision annuelle des prix de l'accord-cadre

Les prix sont fermes la 1ère année et révisibles annuellement, à chaque date d'anniversaire de la notification de l'accord cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,125 + 0,875 (0,70 S/S_0 + 0,30 FSD_2/FSD_2_0))$$

Dans laquelle :



P = prix révisé

P0 = prix initial

S = dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC au jour de la révision

S0 = valeur de l'indice SYNTEC du mois d'établissement des prix (janvier 2022)

FSD 2 = dernière valeur publiée de l'indice Frais et Services Divers de catégorie 2 au jour de la révision

FSD 2o = dernière valeur publiée de l'indice Frais et Services Divers de catégorie 2 du mois d'établissement des prix (janvier 2022)

Le « prix initial » pour la première révision est celui du mois de remise des offres (janvier 2022).

Le « prix initial » et la « valeur d'établissement des prix » pour les révisions suivantes sont ceux correspondant au prix et à la valeur pris en compte pour la dernière révision en date et les valeurs finales sont les dernières publiées au jour de la nouvelle révision.

Les valeurs initiales (P0, S0 et FSD 2o) sont alors égales aux valeurs finales (P, S et FSD 2) issues de la révision précédente.

Tout calcul intermédiaire par paramètre effectué à l'occasion de l'application de cette formule sera arrêté à la 4ème décimale, le coefficient global obtenu est arrêté à 3 décimales après arrondi au millième le plus voisin.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement,
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

13.4. Avances

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 du Code de la commande publique et à l'article 11.1 option A du CCAG-TIC, une avance forfaitaire est accordée au Titulaire pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de cette avance est égal à 10 % du montant toutes taxes comprises de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT.

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint ou dépasse 65% du montant initial du bon de commande.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.



13.5. Acomptes et paiements échelonnés

13.5.1. Acomptes

A la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des article R2191-20 et suivants du Code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés en fonction de l'état d'avancement des travaux pour les prestations dont la durée d'exécution dépasse trois mois.

En tout état de cause, les acomptes ne peuvent dépasser 60% du montant du poste commandé.

Le paiement du solde n'interviendra qu'à réception définitive des livrables.

13.6. Modalités de facturation et de règlement

13.6.1. Prestations faisant l'objet de bons de commande émis par l'Amue

a. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours La date de début du délai la date de réception de la demande de paiement.

Le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de financement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

b. Paiement



Le paiement des prestations est effectué à terme échu, après attestation de service fait. Le délai global de paiement ne démarre qu'à compter de l'attestation de service fait.

c. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- en utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet aux adresses ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et



<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

d. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

e. Comptable assignataire

Le comptable assignataire est l'Agent comptable de l'Amue.

f. Cession et nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est le Responsable du Service des Affaires Juridiques et des Marchés publics

Article 14. Confidentialité et Protection des données à caractère personnel

14.1. Confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou Titulaire, et qui est communiquée au Titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

- qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
- signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
- qui a été communiquée au Titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par l'acheteur.

Le Titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution des prestations ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir



confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Agence ou de l'Etablissement concerné, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de la livraison de l'application.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du Titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le Titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par l'Agence et les Etablissements.

Le contenu de l'accord-cadre est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le Titulaire à l'Agence à première demande de l'Agence.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le Titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 11.4 du présent CCAP et l'article 50.1 du CCAG/TIC, soit la résiliation aux torts du Titulaire.

Les informations sensibles doivent être protégées conformément aux normes applicables au présent accord-cadre.



Article 15. Régime des droits et propriété intellectuelle

15.1. Dispositions générales

Le pouvoir adjudicateur souhaite que les livrables associés à ces prestations de conseil et d'expertise lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome :

- les utiliser sans restriction ;
- les modifier et les adapter ;
- les diffuser à ses différentes instances de contrôles ou à ses intégrateurs ;
- En mutualiser les résultats avec d'autres entités ;
- Les utiliser dans le cadre du développement et de l'évolution de la solution Sinaps y compris à titre commercial.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur souhaite obtenir, à titre non exclusif, l'intégralité des droits d'auteur sur les livrables.

Le régime de propriété intellectuelle des résultats et des connaissances antérieures est défini par les articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

En raison des motifs exposés ci-avant et par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur souhaite, sauf accord contraire expresse de l'Amue, obtenir à titre exclusif l'intégralité des droits d'auteur sur les livrables, qu'ils soient composés de résultats ou de connaissances antérieurs au sens du CCAG-TIC.

En cas de cession non exclusive autorisée par l'Amue, et d'utilisation des livrables par le titulaire, le titulaire doit s'assurer du respect absolu de son obligation de confidentialité.

Les livrables, selon leur nature et le cadre dans lequel ils ont été élaborés (dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre ou dans un cadre extérieur) peuvent comprendre des éléments qui suivent les régimes juridiques correspondant aux définitions suivantes :

- les Résultats : les Résultats sont définis à l'article 43.1 du CCAG TIC.
- Les Connaissances Antérieures : les Connaissances antérieures sont définies à l'article 43.2 et suivants du CCAG TIC. En complément à l'article précité, les Connaissances antérieures désignent les éléments qui appartiennent au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut transmettre tous droits dont il dispose sur les Résultats à tous tiers dans le cadre notamment de licences, cessions ou apports de toutes natures.

- Prix de la cession : Le prix de la cession de droits est compris dans les prix du présent marché.
- Durée de la cession : La cession est consentie pour toute la durée légale des droits d'auteur telle que définie par la législation française ou les textes internationaux actuels et futurs, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.
- Territoire de la cession : La cession est consentie pour le monde entier.



Les Connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG TIC, le titulaire s'engage expressément à n'incorporer que des Connaissances antérieures dont le régime juridique est compatible avec celui des Résultats et qui permettent l'utilisation des livrables pour les finalités prévues au présent CCAP.

Le prix de la cession de droits est compris dans les prix du présent marché.

15.2. Propriété des données

Conformément à l'article 46.2.3 du CCAG-TIC, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord-cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Article 16. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent

(Téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 ainsi que les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre s'applique également aux sous-traitants.



Article 17. Dispositions diverses

17.1. Forme des notifications et informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

17.2. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

17.3. Assurance

Le titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, au pouvoir adjudicateur, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le Titulaire atteste qu'il dispose d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent accord ou les modalités de leur exécution.

La réparation des dommages est intégrale et ne saurait être plafonnée par le montant de l'accord-cadre.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre, puis à chaque date anniversaire, le Titulaire doit justifier auprès de l'Agence qu'il est en possession de telles assurances en produisant :

- copie d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations,
- attestations annuelles du paiement des primes.

Les franchises souscrites par le Titulaire restent à sa charge exclusive.



17.4. Autres obligations administratives

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis sur la plateforme e-attestation.

17.5. Résiliation de l'accord-cadre

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre du titulaire :

- **Pour inexactitude des renseignements communiqués**

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.

- **A la suite d'une résiliation pour faute dans l'exécution d'un marché en cours.**

En cas de résiliation pour faute du titulaire dans l'exécution du marché, et huit jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnités, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

17.6. Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 18. Dérogations au CCAG-TIC

Article du CCAP	Article du CCAG	Objet de la dérogation
Article 9	Article 34	Constatation de l'exécution des prestations
Article 11	Article 14.1	Modalités d'application des pénalités de retard
Article 15	Article 46.2	Exclusivité de la cession de droits